

***Pour un mouvement populaire,
vive la Sociale !***

La place très importante que prend l'extrême droite en France et dans toute l'Europe participe de l'effondrement écologique et social que nous vivons et face auquel nous résistons. La décision du Président Macron de dissoudre l'assemblée nationale et de provoquer des élections dans un pas de temps aussi court met le mouvement social tout entier dans une nouvelle urgence.

Face aux incertitudes de la situation actuelle et au développement de guerres dans le monde, une partie de la population pense trouver des solutions dans la bannière autoritaire et l'idéologie sécuritaire de l'extrême droite, le Rassemblement National en tête. Celles-ci entretiennent, pour leurs intérêts économiques, la peur, l'intolérance et le sentiment de supériorité vis à vis des autres, des voisinEs¹, des étrangèrEs, en définissant de prétendus antagonismes et incompatibilités. Elles nourrissent un climat anxiogène allant à l'encontre de projets de société inspirés par la confiance, l'entraide et la solidarité.

Le RN se présente comme le défenseur du peuple mais la réalité est toute autre. Ses votes à l'Assemblée Nationale le montrent bien. Les députéEs du RN ont voté contre nombre d'améliorations du droit et du quotidien de la majorité des travailleurs et travailleuses : l'augmentation du SMIC à 1500 euros, l'indexation des salaires sur l'inflation, le gel des prix des loyers, le blocage des prix de biens de première nécessité, la revalorisation des petites retraites, le rétablissement de l'impôt sur la fortune (ISF), la taxe sur les super-profits ou celle sur les revenus supérieurs à 3 millions d'euros.

Concernant les politiques agricoles et alimentaires, leurs positions restent Favorables au complexe agro-industriel et défavorables aux paysan-ne-s comme aux

¹Nous adoptons l'écriture inclusive en prenant en compte la proposition de nos camarades mal voyantEs en mettant un E majuscule pour le féminin.

dynamiques de territoires ; favorables aux OGM , au libre-échange, à l'artificialisation des terres, abrogeant même les dernières mesures contre les pesticide²s..

Leur programme pour les législatives de 2024 propose, comme le programme présidentiel et toute la droite, une hausse du revenu net (prime ou salaire) à la seule initiative de l'employeur exonéré de cotisations sociales, consistant à affaiblir, sans notre accord, les ressources de la sécurité sociale.

En outre, l'analyse de leurs objectifs programmatiques confirme leur position patriarcale quant à l'égalité femmes-hommes notamment sur les violences faites aux femmes et aux enfants ainsi que la discrimination en direction des minorités sexuelles et de genre. Lors la constitutionnalisation de l'IVG, 40% des députéEs RN ont voté contre ou se sont abstenuEs.

Leur position sur la Sécurité sociale est du même acabit, substituant à l'universalisme du régime de protection sociale une idéologie xénophobe et managériale en écartant de nombreux-ses habitantEs de France à cause de leur apparence, de leur patronyme, de leur lieu de naissance, etc.

Par leurs votes, les éluEs du RN appuient et soutiennent des politiques de stigmatisation et de renforcement des inégalités et répressions sociales, économiques et de genre. Ces positions se retrouvent aux niveaux européen et national, ainsi qu'à l'échelle des communes tenues par le RN.

Cependant, le statu quo du parti présidentiel n'est bien sûr pas une solution non plus, tant ils s'évertuent à diviser les travailleurs et les travailleuses. Autoritaires et anti-sociaux, ils n'hésitent pas à instrumentaliser divers symboles, telle la sortie en grande pompe sur la panthéonisation du couple Manouchian (et non du groupe), des résistantEs étrangerEs et internationalistes. Cela ne suffit pas à nous faire oublier la loi dite Asile immigration³.

De même, pour le soutien inconditionnel à des hommes portant de multiples accusations de viols et agressions sexuelles et sexistes, sans compter les manquements aux moyens nécessaires à la mise en œuvre des prétentions affichées sur l'égalité des genres : une politique de communicants, usant d'effets d'annonces sans rendre effectives leurs prétentions.

²<https://securite-sociale-alimentation.org/communiqués/la-ssa-une-protection-pour-les-agriculteurs-et-les-agricultrices/>

³<https://securite-sociale-alimentation.org/communiqués/un-jour-noir-pour-la-republique-un-jour-beni-pour-lextrême-droite/>

Inutile, bien sûr, de rappeler les attaques systématiques de tous les conquies sociaux, à commencer par le système de solidarité que sont les piliers de la sécurité sociale, l'assurance chômage, la retraite, la santé... Ni de rappeler, à l'international, le soutien à un gouvernement Israélien accusé de crime contre l'humanité par la Cour Pénale Internationale, entre autres proximités politiques ou économiques.

Tout cela dans un contexte de croissance exponentielle des revenus des plus riches et de paupérisation généralisée accompagnée d'une répression policière toute aussi inacceptable tout au long des deux mandats.

Macron a beau jeu de prétendre incarner le barrage républicain quand dans le même mouvement il s'exécute aux ordres de Bardella et dissout l'assemblée Nationale.

De la Vème république, il n'y a pas eu de marche-pied plus accéléré aux idées d'extrême droite que la présidence Macron.

Par notre proposition d'une Sécurité Sociale de l'alimentation reposant sur un accès universel et un droit concret à l'alimentation, un financement par la cotisation sociale, un conventionnement des professionnellEs des systèmes alimentaires et l'octroi d'une allocation mensuelle de, par exemple, 150€ pour chaque habitant.e du territoire français, **le Collectif pour la SSA soutiendra et rejoindra le mouvement pour un front populaire** sans pour autant donner un blanc-seing à tous les partis qui composent le Nouveau Front Populaire.

C'est à ce jour la meilleure proposition que nous voyons pour que l'ensemble des forces écologistes, sociales, féministes et décoloniales fassent barrage, préservent les conquies sociaux et en construisent de nouveaux ! Nous appelons à unir nos forces et à mobiliser largement pour qu'un processus de démocratie réelle et effective puisse voir le jour, pour faire entendre enfin la possibilité d'un avenir désirable.

Le Collectif pour la Sécurité Sociale de l'Alimentation